

@le 06/09/2024

MÉSANGER, le 5 septembre 2024



-----  
**ARRETE N°2024-NP 135**  
**ARRETE DE CIRCULATION**  
**Commune de MÉSANGER**  
-----

**Le Maire de MÉSANGER,**

**Vu** la délibération n°20.2.2 en date du 26 mai 2020, portant, Philippe JAHAN, en tant qu'adjoint ;  
**Vu** l'arrêté n°2244 en date du 10 juin 2020 donnant délégation à Philippe JAHAN pour les questions relatives à la voirie, l'environnement et les mobilités ;  
**Vu** l'article L2213-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;  
**Vu** le Code de la Route, notamment ses articles L110-1 et suivants, R411-1 et suivants ;  
**Vu** le Code de la Voirie Routière ;  
**Vu** la demande de l'entreprise KYNTUS en date du 29/08/2024 ;

***CONSIDERANT** que pour permettre l'exécution des travaux de l'entreprise «KYNTUS» et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :*

**ARRETE**

**Article 1<sup>ER</sup>** : Le 16 septembre 2024, l'entreprise «KYNTUS » située 23, Avenue Louis Brégué est autorisée à procéder aux travaux suivants : installation de la fibre optique pour le compte de Bouygues, utilisation d'une nacelle, la Quetraye au droit du n°784, en agglomération.

**Article 2** : Pendant la durée des travaux, empiètement sur la chaussée, selon les besoins de l'entreprise, avec interdiction de stationner sur l'emprise du chantier

**Article 3** : la fourniture, la pose, la dépose et la maintenance de la signalisation correspondante seront assurées par le demandeur.

**Article 4** : toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 5** : le présent arrêté sera publié sur le site de la mairie de MÉSANGER et placardé aux extrémités du chantier.

**Article 6** : Le présent arrêté sera transmis à :  
- Brigade de Gendarmerie d'ANCENIS ;  
- L'entreprise «KYNTUS» ;  
- Délégation de l'Aménagement du Pays d'ANCENIS ;

**Article 7** : Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de NANTES dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai.

Fait ce jour à MÉSANGER,

L'Adjoint délégué à la voirie,  
**Philippe JAHAN**

